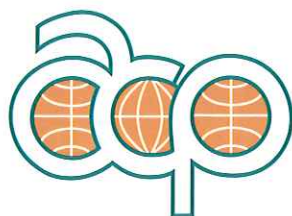


Groupe des Etats d'Afrique
des Caraïbes et du Pacifique
(Groupe ACP)



African, Caribbean and
Pacific Group of States
(ACP Group)

REFERENCE ACP/84/018/17 *li*
DEDC/EJ/dn *li*

Bruxelles, le 21 février 2017

**DOCUMENT D'EVALUATION DU GROUPE ACP RELATIF A LA CONFERENCE DE
MARRAKECH SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
(COP 22)**

Marrakech, Maroc

7 – 18 novembre 2016

I. Introduction

1. La vingt-deuxième session de la Conférence des Parties (COP22) à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) a eu lieu du 7 au 18 novembre 2016 à Marrakech, au Maroc.
2. Les sessions suivantes ont également été convoquées dans le cadre de la COP22:
 - La douzième session de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Kyoto (CMP12)
 - La première session de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties à l'Accord de Paris (CMA1);
 - La quarante-cinquième session de l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique (SBSTA 45);
 - La quarante-cinquième session de l'Organe subsidiaire de mise en œuvre (SBI 45); et
 - La deuxième partie de la première session du Groupe de travail ad hoc sur l'Accord de Paris (APA 1.2).
3. La délégation du Groupe ACP à Marrakech comprenait le Président du sous-comité du Développement durable, S.E. Dr. Kaire Munionganda MBUENDE, Ambassadeur de Namibie; S.E. M. Deo Saran, Ambassadeur de Fidji ; le Sous-secrétaire général chargé du département du Développement économique durable et du Commerce, M. Viwanou GNASSOUNOU ; M. Olusola OJO, Expert chargé du développement rural, de la sécurité alimentaire et de l'environnement ; M. Edmund JACKSON, Responsable du programme Environnement et Changement climatique ; Dr. Pendo MARO, Conseillère technique sur le changement climatique au Secrétariat ACP ; et Mme Francesca Antifora, expert junior, Programme AMCC intra-ACP.
4. Dans la perspective de la COP 22, le Secrétariat ACP a organisé une réunion spéciale du sous-comité du Développement durable, les 4 et 5 octobre 2016, afin d'élaborer un document de réflexion du Groupe ACP sur la Conférence de Marrakech sur le changement climatique (COP 22). Le document a ensuite été approuvé par le Comité des Ambassadeurs ACP lors de sa 894^e session tenue le 20 octobre 2016.
5. Ce document d'évaluation donne un aperçu des progrès réalisés lors de la COP22 et compare le Document de réflexion du Groupe ACP avec les résultats de la Conférence de Marrakech sur le changement climatique (COP22) afin de tenter de montrer comment les préoccupations des ACP ont été prises en compte. En outre, le document formule un certain nombre de recommandations sur la mise en œuvre de l'Accord de Paris à présent, jusqu'en 2020 et au-delà.

II. Aperçu général de la Conférence de Marrakech sur le changement climatique (COP 22)

6. La COP22 a rassemblé plus de 22.500 participants, dont 15.800 responsables gouvernementaux, 5400 représentants d'agences des Nations Unies, d'organisations intergouvernementales et de la société civile, et 1200 membres des media.
7. Les parties ont adopté 35 décisions, dont 25 dans le cadre de la COP, huit (8) dans le cadre de la CMP et deux (2) dans le cadre de la CMA. Les décisions adoptées avaient trait à l'orientation relative à l'achèvement du programme de travail dans le cadre de l'Accord de Paris et du Fonds d'adaptation et aux préparations de l'entrée en vigueur de l'Accord de Paris. En outre, les Parties ont, entre autres, adopté les Termes de Référence (TR) relatifs au Comité de Paris sur le renforcement des capacités (CPRC); approuvé le plan de travail de cinq ans pour le Comité exécutif du Mécanisme

international de Varsovie (MIV) afin de remédier aux pertes et aux dommages; amélioré le développement et le transfert des technologies climatiques grâce au Mécanisme technologique; abordé le financement à long terme et fourni des orientations au Fonds vert pour le climat (FVC) et au Fonds pour l'environnement mondial (FEM).

Le Groupe de travail ad hoc sur l'Accord de Paris

8. Le Groupe de travail ad hoc sur l'Accord de Paris (APA) a été créé afin de préparer l'entrée en vigueur de l'Accord et de convoquer la première session de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties de l'Accord de Paris (CMA1).
9. L'APA a poursuivi ses travaux à Marrakech sur les six principaux points de l'ordre du jour:
 - a. les nouvelles directives concernant la section « Atténuation » de la Décision 1/CP.21 (Accord de Paris);
 - b. les nouvelles directives en relation avec les communications sur l'adaptation, y compris, entre autres, en tant que composante des Contributions déterminées au niveau national;
 - c. les modalités, procédures et lignes de conduite (MPL) pour le cadre de transparence en faveur de l'action et du soutien;
 - d. les questions relatives au bilan global;
 - e. les modalités et procédures en vue du bon fonctionnement du comité chargé de faciliter la mise en œuvre et d'encourager la conformité; et
 - f. d'autres questions relatives à la mise en œuvre de l'Accord de Paris.

1. Contributions déterminées au niveau national (CDN)

Document de réflexion des ACP	Résultats de Marrakech
Le Groupe ACP appelle l'APA à développer d'autres orientations sur: les caractéristiques des CDN; les informations à fournir par les Parties afin de faciliter la clarté, la transparence et la compréhension des CDN. Le Groupe ACP pense que d'autres orientations en matière de prise en compte des CDN aborderont la diversité potentielle des CDN et faciliteront l'évaluation des progrès réalisés par les Parties dans leurs efforts d'atténuation, afin d'éviter un double décompte et garantiront l'intégrité environnementale.	<p>L'APA invite les parties à soumettre, d'ici le 1er avril 2017, leur avis sur les questions examinées dans le cadre de ce point de l'ordre du jour, y compris les caractéristiques des CDN, les informations destinées à faciliter la clarté, la transparence et la compréhension des CDN et la prise en compte des Parties CDN et demande au Secrétariat de rassembler ces soumissions et de mettre cette compilation à disposition sur le site Internet de la CCNUCC avant l'APA 1-3 qui doit se tenir conjointement avec le SBI46 et le SBSTA 46 du 8 au 18 mai 2017, à Bonn, en Allemagne.</p> <p>Demande au Secrétariat du CCNUCC d'organiser, sous la conduite des Co-présidents de l'APA, une table ronde ouverte aux parties et aux états observateurs, qui ne pourra avoir lieu que le 6 mai 2017 conjointement avec l'APA 1-3.</p>

2. Communication sur l'adaptation

Document de réflexion des ACP	Résultats de Marrakech
<p>Le Groupe des Etats ACP pense que d'autres informations sont nécessaires concernant la communication de l'adaptation qui devrait inclure les priorités, les besoins en matière de mise en œuvre et de soutien, les plans et actions et devrait faire partie intégrale d'autres communications telles que les PNA, les CDN ou les communications nationales, sans créer de charge supplémentaire pour les PEID, les PMD et les pays enclavés en Afrique.</p>	<p>L'APA demande au Secrétariat de rédiger, d'ici le 15 février 2017, une note d'information identifiant les informations concernant chaque élément éventuel identifié par les Parties, tout en considérant les lignes de conduite, lorsqu'elles existent, pour les différents véhicules mentionnés dans l'Accord de Paris incluant, entre autres les Plans nationaux d'adaptation (PNA), les Contributions déterminées au niveau national (CDN) et les Communications nationales.</p> <p>Invite les parties à soumettre, d'ici le 30 mars 2017, d'autres points de vue concernant la communication en matière d'adaptation, y compris, entre autres, en tant que composante des CDN, en tenant compte des discussions sur ce point lors de cette session.</p> <p>Demande au Secrétariat de rédiger, d'ici le 30 avril 2017, une synthèse de toutes les soumissions formulées par les Parties concernant ce point de l'ordre du jour.</p> <p>Demande au Secrétariat d'organiser, sous la direction des Co-présidents de l'APA, un atelier sur ce point 4 de l'ordre du jour qui devrait avoir lieu le 6 mai 2017 conjointement avec l'APA 1-3.</p>

3. Cadre de transparence

Document de réflexion des ACP	Résultats de Marrakech
<p>Le Groupe des Etats ACP reconnaît les liens existant entre le cadre de transparence et d'autres articles de l'Accord de Paris et réclame l'élaboration de modalités, procédures et lignes de conduite (MPL) communes afin de promouvoir la mise en œuvre effective et d'expliquer clairement les actions en matière de changement climatique à entreprendre sous réserve du soutien adéquat aux pays ACP dans le cadre de l'Initiative de renforcement des capacités pour la transparence.</p>	<p>L'APA invite les parties à soumettre, d'ici le 15 février 2017, leur opinion concernant, entre autres, les éléments clés des modalités, procédures et lignes de conduite pour le cadre de transparence.</p> <p>Demande au Secrétariat d'organiser, sous la direction des co-présidents de l'APA, un atelier intersessions avant l'APA 1-3, qui mettra l'accent sur les questions couvertes dans les soumissions des Parties.</p> <p>Salue les décisions du Conseil du Fonds pour l'environnement mondial d'établir le Fonds fiduciaire pour l'Initiative de renforcement des capacités pour la Transparence et d'approuver les orientations en matière de programmation de l'Initiative de renforcement des capacités pour la transparence, et de garantir que l'Initiative de renforcement des capacités pour la transparence sera incluse dans la septième reconstitution, afin de compléter le soutien existant dans le cadre du Fonds pour l'environnement mondial, conformément à la décision 1/CP.21, paragraphe 86</p>

4. Bilan global

Document de réflexion des ACP	Résultats de Marrakech
Le Groupe ACP souligne que le premier bilan mondial qui doit avoir lieu en 2023, devrait être effectué de manière globale et facilitative afin de revoir tous les aspects de la mise en œuvre de l'Accord de Paris, y compris l'atténuation, l'adaptation et les moyens de mise en œuvre et de soutien, en tenant compte de l'équité et des meilleures connaissances scientifiques disponibles.	L'APA accueille avec satisfaction les conseils du SBSTA sur la manière dont les évaluations du GIEC peuvent informer le bilan mondial; et invite les Parties à soumettre, d'ici le 30 avril 2017, son point de vue sur les questions examinées dans le cadre de ce point de l'ordre du jour, en tenant compte des questions identifiées par les parties sur les liens et les sources de contexte, les sources d'informations, les modalités et l'issue/les résultats.

5. Dialogue facilitatif

Document de réflexion des ACP	Résultats de Marrakech
Le Groupe ACP souligne l'importance du Dialogue facilitatif à entreprendre en 2018, afin d'évaluer les progrès réalisés en matière d'objectif de température à long terme et de contribuer à l'élaboration des Contributions déterminées au plan national. A cet égard, le Groupe ACP souligne la nécessité de disposer d'informations opportunes, détaillées et solides en guise de contributions à un dialogue fructueux.	Demande au Président de la COP22, en collaboration avec le Président entrant de la COP23, d'entreprendre des consultations inclusives et transparentes avec les Parties sur l'organisation du dialogue facilitatif, y compris durant les sessions des Organes subsidiaires à convoquer en mai 2017 et la COP23, et de faire rapport conjointement à la COP23 sur les préparations de ce dialogue.

6. Mécanisme de conformité

Document de réflexion des ACP	Résultats de Marrakech
Le Groupe ACP pense que le mécanisme devrait être facilitatif, non-intrusif et fonctionner de manière non-punitif, en tenant compte de la flexibilité dont les pays en développement vulnérables ont besoin à la lumière de leurs différentes capacités et circonstances nationales. A cet égard, le Groupe ACP appelle l'APA à développer les modalités et procédures incluant les définitions du périmètre, les processus de prise de décision, les déclencheurs, et les mesures à prendre, afin de faciliter la conformité par les Parties qui font face à des défis dans la mise en œuvre de l'Accord de Paris.	L'APA invite les Parties à présenter, d'ici le 30 mars 2017, leurs opinions et propositions, dans lesquelles elles sont invitées à spécifier les modalités et procédures requises pour le bon fonctionnement du comité et à élaborer les éléments qui pourraient être traités grâce à ces modalités et procédures; et à partager leurs points de vue sur la manière de faire progresser les travaux à réaliser dans le cadre de ce point de l'ordre du jour.

7. Autres questions relatives à la mise en œuvre de l'Accord de Paris

Document de réflexion des ACP	Décisions de Marrakech
Le Groupe ACP appelle l'APA, la COP, le SBI et l'OSAST, à s'assurer que les règles et modalités appropriées sont élaborées en vue d'achever le programme de travail dans le cadre de l'Accord de Paris au plus tard en 2018.	<p>Invite la COP à continuer de surveiller la mise en œuvre du programme de travail dans le cadre de l'Accord de Paris, et à accélérer les travaux et à présenter les résultats au CMA, à convoquer conjointement avec la COP24, du 3 au 14 décembre 2018 en Pologne, en vue de son examen et de son adoption.</p> <p>Invite la COP à demander au SBSTA, à la SBI, à l'APA et à d'autres organes constitués dans le cadre de la Convention d'accélérer leurs travaux sur le programme de travail résultant des demandes appropriées contenues dans la section III de la décision 1/CP.21. relative à l'atténuation, à l'adaptation, aux pertes et dommages, aux finances, au développement et au transfert technologiques, au renforcement des capacités, à la transparence de l'action et au soutien, au bilan mondial et à la conformité.</p>

10. Les six points précités de l'ordre du jour ont été traités dans le Document de réflexion des ACP et des progrès ont été accomplis à Marrakech sur tous les points de l'ordre du jour. Nonobstant les progrès réalisés, la mise en œuvre du programme doit être accélérée compte de tenu de l'entrée en vigueur précoce de l'Accord de Paris. Ces travaux doivent également être entrepris de manière cohérente, équilibrée et coordonnée, en tenant compte des questions connexes à prendre en compte par la SBI, le SBSTA et d'autres organes constitués en vertu de la convention.
11. L'Accord de Paris est entré en vigueur le 4 novembre 2016. A ce jour, 132 parties ont ratifié l'Accord de Paris, dont soixante-six (66) sont des pays ACP. Le Groupe ACP incite vivement les Etats membres qui ne l'ont pas encore fait, à déposer dès que possible leurs instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'accession, le cas échéant, au Dépositaire. L'entrée en vigueur précoce de l'Accord de Paris moins d'un an après son adoption témoigne de l'engagement des Parties à aborder d'urgence les effets néfastes du changement climatique.
12. Le CMA1, qui a été convoqué conjointement avec la COP22, a adopté une décision en trois parties qui a salué l'entrée en vigueur et la signature de l'Accord de Paris, invité la COP à continuer de surveiller le programme de travail dans le cadre de l'Accord de Paris et décidé que le Fonds d'adaptation servirait l'Accord de Paris. Le CMA1 a été suspendu le vendredi 18 novembre 2016 et sera repris, conjointement avec la COP23 en novembre 2017 à Bonn, en Allemagne, afin d'examiner les progrès de la mise en œuvre du programme de travail dans le cadre de l'Accord de Paris.
13. Toutes les Parties auraient la possibilité de participer au processus d'élaboration du règlement de l'Accord de Paris. Les travaux d'élaboration du règlement seraient effectués par l'APA.

QUESTIONS EN NEGOCIATION A LA COP22

Adaptation

Document de réflexion des ACP	Résultats de Marrakech
Le Groupe ACP reconnaît que les besoins actuels des Parties des pays en développement en matière d'adaptation sont importants et demande un soutien accru en faveur de l'adaptation, en particulier grâce au Fonds vert pour le climat qui a été chargé d'accélérer le soutien aux PMD et à d'autres Parties de pays en développement afin de formuler des Plans d'action nationaux (PAN) et leur mise en œuvre ultérieure.	<p>La COP note avec satisfaction la collaboration actuelle et envisagée entre le Comité d'adaptation et d'autres organes constitués et dispositifs institutionnels en vertu de la Convention, afin d'améliorer le processus de formulation et de mise en œuvre des plans nationaux d'adaptation (PNA) et actions, la mise en œuvre des mandats appropriés contenus dans la décision 1/CP.21 et l'accès par les Parties des pays en développement au financement de l'adaptation, en particulier du Fonds vert pour le climat (FVC), le cas échéant.</p> <p>La COP salue l'approbation, par le Conseil du FVC, d'une somme pouvant atteindre jusqu'à 3 millions USD par pays pour le financement de la préparation des plans nationaux d'adaptation et/ou d'autres processus nationaux de planification de l'adaptation grâce à la préparation et au programme de soutien préparatoire.</p>

Pertes et dommages

Document de réflexion des ACP	Résultats de Marrakech
Le Groupe ACP pense que la révision du Mécanisme international de Varsovie (MIV) devrait mettre l'accent sur la structure, le mandat et l'efficacité et identifier les lacunes et formuler des recommandations afin de renforcer le mécanisme.	<p>La COP recommande de nouvelles orientations appropriées afin d'améliorer et de renforcer le Mécanisme international de Varsovie sur les pertes et les dommages, après avoir examiné le mandat, la structure et l'efficacité du Mécanisme international de Varsovie à la COP22.</p> <p>La COP recommande également, entre autres : qu'un processus de révision périodique du Mécanisme international de Varsovie soit mis en place et que des révisions aient lieu tous les cinq ans au plus tard; que la prochaine révision ait lieu en 2019, et que la périodicité des révisions futures soit décidée à ce moment.</p>
Le Groupe ACP incite également vivement la COP à accélérer les progrès en matière d'initiation du plan de travail évolutif de cinq ans du MIV.	<p>La COP approuve le cadre indicatif du plan de travail évolutif de cinq ans du Comité exécutif en tant que base de développement d'activités correspondantes, débutant à la première réunion du Comité exécutif en 2017, compte tenu des contributions pertinentes fournies par les Parties et les organisations appropriées.</p> <p>La COP demande au Comité exécutif d'inclure dans son plan de travail évolutif de cinq ans un axe de travail stratégique destiné à guider la mise en œuvre de la fonction d'amélioration de l'action et du soutien du Mécanisme international de Varsovie, y compris le financement, la technologie et le renforcement des capacités, afin de faire face aux pertes et aux dommages.</p>

Le Groupe des Etats ACP demande au Mécanisme international de Varsovie (MIV) pour les pertes et les dommages de mettre en place une chambre de compensation pour le transfert des risques et un groupe de travail pour les déplacements causés par le changement climatique.	La COP demande au Comité exécutif d'inclure dans son plan de travail évolutif de cinq ans des travaux pertinents destinés à faire progresser l'opérationnalisation des mandats résultant de la décision 1/CP.21, paragraphes 48 et 49, qui demandait au Comité exécutif de mettre en place une chambre de compensation pour le transfert des risques et un groupe de travail chargé d'élaborer des recommandations permettant à des approches intégrées d'éviter, de minimiser et de faire face aux déplacements liés aux impacts négatifs du changement climatique respectivement.
--	---

Atténuation

Document de réflexion des ACP	Résultats de Marrakech
Le Groupe ACP réaffirme que l'accent devrait également être mis sur des mesures accélérées concernant l'atténuation avant 2020 afin de garantir les efforts d'atténuation les plus élevés durant cette période. Le Groupe ACP pense que, durant la période pré-2020, des mesures renforcées doivent être mises en œuvre afin de mettre un terme aux écarts d'émission et d'édifier des bases solides destinées aux mesures à prendre au cours de la période post-2020. Le Groupe ACP souligne la nécessité de mettre en place un soutien financier et technique pour la mise en œuvre de projets d'énergie renouvelable et de rendement énergétique, aux plans régional et national, afin de contribuer à l'objectif de la température mondiale.	Le Partenariat de Marrakech pour l'action climatique globale reconnaît la nécessité urgente de déployer des mesures en matière de climat à un rythme accéléré et à une échelle élargie, à travers tous les secteurs de l'économie et de la société, au cours de la période pré-2020. L'objectif de l'Accord de Paris ne peut être atteint que par la mise en œuvre des CDN et l'augmentation du financement, le développement technologique et le transfert et le renforcement des capacités et les investissements. La clôture des écarts d'émission 14-17Gt requerra l'engagement de tous les acteurs, y compris des gouvernements travaillant en partenariat avec des institutions financières, tant publiques que privées, afin de mobiliser les financements requis à une échelle permettant d'assurer une transition vers une économie mondiale à faible teneur en carbone, résiliente au changement climatique.
Le Groupe ACP incite vivement toutes les Parties au Protocole de Kyoto qui ne l'ont pas encore fait, à ratifier et mettre en œuvre les Amendements de Doha au Protocole de Kyoto, afin de contribuer aux efforts d'atténuation les plus élevés durant la période pré-2020.	La COP félicite les Parties qui ont accepté les Amendements de Doha au Protocole de Kyoto et souligne la nécessité urgente de mettre en vigueur l'Amendement de Doha et elle a appelé ces Parties au Protocole de Kyoto qui ne l'ont pas encore fait, à déposer dès que possible leurs instruments d'acceptation auprès du Dépositaire.

Finances

Document de réflexion des ACP	Résultats de Marrakech
Le Groupe ACP demande d'élaborer des modalités, procédures et lignes de conduite solides, incluant des directives de suivi, en vue de la mise à disposition, par les Parties de pays développés, d'informations transparentes et cohérentes sur le soutien aux Parties de pays en développement, fourni et mobilisé par des interventions publiques.	La COP demande au Comité permanent des Finances, de remplir sa fonction de mesure, d'établissement de rapport et de vérification du soutien et, dans le contexte de son plan de travail existant, de coopérer avec les acteurs et experts appropriés et d'examiner les travaux en cours dans le cadre de la Convention et de poursuivre les mesures envisagées dans le cadre de l'Accord de Paris.

<p>Le Groupe ACP appelle le Fonds vert pour le climat (FVC) et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) à accélérer les travaux sur la facilitation de l'accès aux ressources financières grâce à des procédures d'autorisation simplifiées et à l'apport d'un soutien accru en termes de préparation aux Parties de pays en développement, en particulier aux Pays moins développés (PMD) et aux Petits états insulaires en développement (PEID) et aux pays enclavés en Afrique, dans le contexte de leurs stratégies et plans nationaux en matière de climat.</p>	<p>La COP demande au conseil du FVC de tenir compte de la décision 1/CP.21, paragraphe 64, d'améliorer la coordination et la fourniture de ressources destinées à soutenir les stratégies impulsées par les pays grâce à une application simplifiée et efficace des procédures d'application et d'approbation, et grâce à un soutien continu aux Parties de pays en développement, y compris les PMD et les PEID.</p> <p>La COP demande au FEM, dans le cadre de la programmation pour la septième reconstitution de ses ressources, de continuer à aider les pays en développement, en particulier les PMD et les PEID, à accéder aux ressources de manière efficace.</p> <p>La COP demande au FEM, à la lumière de l'entrée en vigueur de l'Accord de Paris, de continuer à rationaliser les processus d'approbation du projet et à apporter un soutien accru, y compris des activités habilitantes, aux Parties de pays en développement, y compris les PMD et les PEID le cas échéant, dans le contexte des stratégies et plans nationaux en matière de climat.</p>
<p>Nonobstant les dispositions prises en matière de financement climatique dans le cadre de l'Accord de Paris, la mobilisation et l'accès aux ressources financières, pour l'adaptation, le développement et le transfert des technologies et le soutien au renforcement des capacités, restent une préoccupation majeure pour tous les pays ACP. A cet égard, le Groupe ACP prend note de la feuille de route publiée récemment et rédigée par les pays développés en vue de fournir conjointement 100 milliards USD par an d'ici 2020 jusqu'en 2025. Les ACP remercient les pays développés d'avoir débloqué anticipativement la feuille de route et elle encourage leur engagement constant auprès des pays en développement à améliorer la feuille de route de manière à améliorer la prévisibilité, renforcer la confiance mutuelle, et garantir que les besoins des pays ACP, en particulier en matière d'adaptation, seront traités de manière adéquate par la fourniture de nouvelles ressources supplémentaires, publiques et fondées sur des dons.</p>	<p>La COP se félicite des progrès réalisés par les Parties de pays développés en matière de réalisation de l'objectif de mobilisation conjointe de 100 milliards USD par an d'ici 2020, conformément à la décision 1/CP.16, et elle incite vivement les Parties de pays développés à continuer d'augmenter le financement mobilisé en faveur du climat en vue d'atteindre cet objectif.</p> <p>Incite vivement les Parties de pays développés à poursuivre leurs efforts afin de canaliser une partie substantielle des financements publics pour le climat aux activités d'adaptation et de s'efforcer d'aboutir à un plus grand équilibre entre le financement des mesures d'atténuation et d'adaptation, tout en reconnaissant l'importance du financement de l'adaptation.</p> <p>Note l'augmentation du financement de l'adaptation à ce jour, comme identifié dans l'évaluation biennale de 2016 et l'aperçu des flux du financement climatique, et la nécessité de poursuivre les efforts visant à augmenter sensiblement le financement de l'adaptation, tout en soulignant la nécessité de parvenir à un plus grand équilibre entre le financement de l'adaptation et de l'atténuation.</p>

Développement et transfert de technologies

Document de réflexion des ACP	Résultats de Marrakech
<p>Le Groupe des Etats ACP accueille avec satisfaction la mise en place d'un Cadre de technologie destiné à offrir une orientation générale aux travaux du Mécanisme de Technologie, et encourage le Centre et réseau des technologies climatiques (CRTC) à poursuivre ses efforts en vue d'accélérer le transfert des technologies écologiquement saines en vue du développement à faibles émissions de CO2 et résilient au changement climatique dans les pays ACP, et à soutenir la mise en œuvre de l'Accord de Paris, d'une manière continue, facilitative et impulsée par les pays.</p>	<p>La COP note avec satisfaction la collaboration entre le Comité exécutif de technologie (TEC) et le CRTC, y compris sur le financement du changement climatique et la recherche, le développement et la démonstration.</p> <p>La COP accueille avec satisfaction les progrès réalisés par le CRTC en 2016 dans la mise en œuvre de son programme de travail, et la demande croissante d'assistance technique et d'autres services du CRTC.</p> <p>La COP encourage le Fonds pour l'environnement mondial et le CRTC à améliorer leur collaboration en vue d'examiner de nouvelles manières de soutenir les demandes d'assistance technique liées à la technologie climatique.</p> <p>La COP accueille avec satisfaction l'engagement accru entre le Fonds vert pour le climat (FVC) et le CRTC, en particulier en ce qui concerne l'utilisation du Programme de préparation et de soutien préparatoire et le mécanisme de financement de la préparation des projets du fonds afin de répondre aux demandes d'assistance technique menées par les pays.</p> <p>La COP reconnaît que les modalités opérationnelles du FVC ont permis de soutenir le développement et le transfert de technologie, y compris afin de faciliter l'accès à des technologies écologiquement saines et la recherche et le développement communs</p>

Renforcement des capacités

Document de réflexion des ACP	Résultats de Marrakech
<p>Le Groupe des Etats ACP accueille avec satisfaction la mise en place du Comité de Paris sur le renforcement des capacités (CPRC) chargé de combler les lacunes et les besoins et d'assurer la coordination des efforts déployés dans les pays en développement en matière d'activités de renforcement des capacités, en particulier les pays ayant le moins de capacités, tels que les pays les moins développés, les pays d'Afrique et ceux qui sont particulièrement vulnérables aux effets négatifs du changement climatique, tels que les petits états insulaires en développement.</p>	<p>La COP réaffirme que l'objectif du CPRC est de combler les lacunes et les besoins, actuels et émergents, en mettant en œuvre le renforcement des capacités dans les pays en développement et de renforcer les efforts de renforcement des capacités, y compris en ce qui concerne la cohérence et la coordination des activités de renforcement des capacités dans le cadre de la Convention.</p> <p>La COP demande à l'Organe subsidiaire de mise en œuvre d'organiser la première réunion du CPRC conjointement avec les quarante-six sessions des organismes subsidiaires (SB46) en mai 2017, à Bonn, en Allemagne.</p>
<p>Le Groupe ACP accueille avec satisfaction l'élaboration des Termes de Référence destinés au Comité de Paris sur le renforcement des capacités (CPRC) et demande de l'examiner et de l'adopter à la COP22.</p>	<p>La COP adopte les termes de référence du Comité de Paris sur le renforcement des capacités instauré en vertu de la décision 1/CP.21, paragraphe 71, comme prévu dans l'annexe.</p>

Réduction des émissions issues de la déforestation et de la dégradation tropicale (REDD+)

Document de réflexion des ACP	Résultats de Marrakech
Le Groupe ACP reconnaît le rôle de préservation, de gestion durable des forêts et d'amélioration des stocks de carbone forestier dans l'amélioration des puits et des réservoirs de gaz à effet de serre. Le Groupe ACP appelle les Parties de pays développés à fournir des ressources financières adéquates et prévisibles pour la mise en œuvre d'approches politiques et d'incitations positives visant à réduire les émissions provenant de la déforestation et de la dégradation des forêts, y compris un cadre d'échange de droits d'émission du carbone.	<p>La COP réitère que le Comité permanent des finances intégrera, le cas échéant, le financement de considérations liées aux forêts dans son plan de travail de 2017, et poursuivra ses travaux sur cette matière dans le contexte de la question globale de l'amélioration de la cohérence et de la coordination de l'apport du financement du changement climatique, en tenant compte de toutes les décisions appropriées sur les forêts.</p> <p>La COP incite vivement le Conseil du FVC à finaliser dans un délai convenable ses travaux liés à l'orientation de la Conférence des Parties sur le financement des forêts.</p> <p>La COP accueille avec satisfaction la reconnaissance que le FVC puisse soutenir le développement et la mise en œuvre de stratégies nationales REDD-plus ou de plans d'actions et de plans d'investissement, y compris par le biais du programme de préparation et de soutien préparatoire.</p>

La Proclamation d'action de Marrakech pour notre climat

14. La Proclamation d'action de Marrakech pour notre climat et le développement durable (MAP) était une initiative de la Présidence marocaine, visant à réunir à Marrakech les Chefs d'Etat, de gouvernement, et les délégations, afin d'émettre une proclamation visant à annoncer un passage à une nouvelle ère de mise en œuvre et d'action sur le climat et le développement durable et à réclamer de toute urgence l'engagement politique le plus élevé en vue de combattre le changement climatique.
15. En outre, la Proclamation a appelé à tirer parti de l'élan extraordinaire suscité par le changement climatique au plan mondial, prouvé par l'entrée en vigueur rapide de l'Accord de Paris. Il a invité toutes les Parties à renforcer et à soutenir les efforts visant à éradiquer la pauvreté, à assurer la sécurité alimentaire et à prendre des mesures strictes visant à faire face aux défis du changement climatique dans le secteur agricole.
16. La proclamation a également exprimé une forte solidarité avec les pays les plus vulnérables aux impacts du changement climatique, et souligné la nécessité de soutenir les efforts visant à améliorer leurs capacités d'adaptation, à renforcer leur résilience et à réduire leur vulnérabilité.
17. Les chefs d'Etat les chefs de gouvernement et les délégations ont également insisté sur la nécessité d'accroître le volume, le flux et l'accès au financement pour les projets climatiques, parallèlement à l'amélioration des capacités et de la technologie, notamment des pays développés vers les pays en développement.
18. Enfin, la nécessité d'impliquer des acteurs non étatiques tout en prenant des mesures immédiates et ambitieuses et en mobilisant les financements a été reconnue, en se fondant en même temps sur leurs réalisations importantes et en prenant note du Partenariat de Marrakech pour l'action climatique mondiale, qui a également été lancé à Marrakech.

III. Conclusions

19. La Conférence de Marrakech sur le changement climatique était appelée à mettre l'accent sur la mise en œuvre. La Conférence a fait des progrès sur les travaux techniques à réaliser en vue de l'élaboration des règles qui seront nécessaires pour assurer la mise en œuvre de l'Accord de Paris en 2020. L'entrée en vigueur anticipée de l'Accord de Paris rend l'élaboration de ces règles encore plus urgente, bien que la COP ait indiqué une date limite fixée au plus tard à la COP24 en 2018.
20. Bien que la COP21 soit une COP historique, la Présidence marocaine a garanti que la COP22 se fonderait sur l'impulsion créée à Paris, en accueillant les Chefs d'Etat et de Gouvernement durant le segment de haut niveau de la COP22, et convoqué plusieurs autres événements de haut niveau, y compris sur l'accélération des mesures et sur le financement du climat. Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont publié la Proclamation d'action de Marrakech pour notre climat et le développement durable (MAP) appelant tous les acteurs appropriés à prendre des mesures visant à faire face aux impacts négatifs du changement climatique résultant du fait que la terre se réchauffe à un rythme alarmant et sans précédent.
21. En outre, la Présidence marocaine a également été chargée de lancer à la COP22 le Partenariat de Marrakech pour l'action climatique globale afin de fournir des bases solides à la manière dont le processus du CCNUCC catalysera et soutiendra les mesures prises par les Parties et par les acteurs non étatiques en faveur du climat au cours de la période allant de 2017 à 2020.
22. Les discussions sur les nombreux points de l'ordre du jour se poursuivront lors de la vingt-troisième session de la Conférence des Parties (COP23) à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) qui aura lieu du 6 au 17 novembre 2016 à Bonn, en Allemagne.
23. L'APA poursuivra les travaux techniques visant à élaborer les réglementations relatives à l'Accord de Paris à Bonn, du 8 au 18 mai 2017. Durant cette période, la quarante-cinquième session de l'Organe subsidiaire du conseil scientifique et technologique (SBSTA 46) et la quarante-cinquième session de l'Organe subsidiaire de mise en œuvre (SBI 46) seront également convoquées.
24. Le Secrétariat ACP continuera de surveiller les négociations au niveau de la CCNUCC et, étant donné que Fidji assurera la présidence de la COP23, le Secrétariat examinera les moyens d'impliquer davantage les ACP durant la COP23 tout en apportant un soutien à la présidence des Fidji.

IV. Recommandations

- Organiser une réunion postérieure au COP22 afin d'analyser les résultats de la Conférence de Marrakech sur le changement climatique et d'identifier les actions de suivi.
 - Assister aux futures réunions de la CCNUCC, y compris celles des OS et des COP afin de suivre la mise en œuvre du programme de travail en vertu de l'Accord de Paris ainsi que des questions telles que l'atténuation, l'adaptation, les financements, le développement et le transfert technologique, le renforcement des capacités et la REDD+.
 - Informer le sous-comité du Développement durable des progrès réalisés concernant les questions précitées qui revêtent un intérêt particulier pour le Groupe ACP.
 - Contribuer aux préparatifs du Groupe ACP en vue de la COP23 en organisant une réunion spéciale du sous-comité du Développement durable destinée à élaborer un Document de réflexion ACP.
 - Collaborer avec les partenaires afin d'accroître la visibilité du Groupe ACP lors de la COP23.
-